

Comité Syndical du 14 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande Halle de l'Espace Tully sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, BONDAZ Patrick, BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, GUILLARD Jean, JACQUIER Olivier, KUNG Jean-François, LEI Josiane, LOMBARD Gérald, MATHIAN Noel, MEDORI ange, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, TROMBERT Fabien.

Délégués suppléants présents / votants :

Claudine FAUDOT, Georges BLANC, Marie-Christine MICHAUD, Laurent HAUTEVILLE, Philippe VINET, Aubert DE PROYART, Dominique GIRAUD, Catherine PERRIN, Isabelle PLACE-MERMOZ, Rémy FABRE.

Absents excusés :

DEVILLE François donne suppléance à Mme FAUDOT,
LANG Isabelle donne suppléance M. BLANC,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MARULLAZ Aube donne suppléance à M. HAUTEVILLE,
MORAND Jean-Claude donne suppléance à M. VINET,
MORIAUD Pascal donne suppléance à Monsieur DE PROYART,
PODEVIN Christian donne suppléance çà Mme GIRAUD,
SONGEON Christophe donne suppléance à Mme PERRIN,
TERRIER Jean-Claude donne suppléance à Mme PLACE-MERMOZ,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE.

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 28

Nombres de délégués suppléants présents : 10

Nombre de pouvoirs : 0

Nombres de votants : 38

Convocation : 7 décembre 2023

Point n°3 – Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01/01/2024

Mme la Présidente du SIAC expose à l'Assemblée que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour le SIAC son budget principal avec ventilation pour les compétences « à la carte » conformément à la nomenclature (cf : Annexe n°5 - INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 - TOME V - Les règles particulières applicables aux établissements publics communaux et de coopération intercommunale).

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1er janvier 2024.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

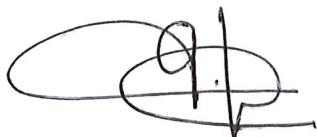
Vu l'avis et accord de principe du comptable public en date du 19 juillet 2023, joint à la présente délibération,

Considérant que la collectivité souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024, Considérant que cette norme comptable s'appliquera au budget du SIAC,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE** le changement de nomenclature budgétaire et comptable du SIAC, avec adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01/01/2024,
- **AUTORISE** Mme la Présidente du SIAC à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.